

Quand passent les cigognes



En 1974, le démographe Alfred Sauvy plaidait pour la limitation des naissances dans les pays du « tiers monde », pour des raisons de survie alimentaire et économique, et militait au contraire pour l'incitation dans les pays riches, afin notamment de préserver une proportion suffisante de jeunes dans la population.

Suivant notamment ses préconisations, la France a développé une politique nataliste reposant sur l'octroi aux ménages d'avantages financiers et fiscaux (quotient familial, allocations familiales) et la mise en œuvre d'un système

d'accompagnement des jeunes enfants (scolarisation en maternelle, crèches, congés maternité ...).

Notre pays s'est distingué pendant la période consécutive au baby boom par un taux de fécondité supérieur à celui des autres pays riches oscillant autour de 2, soit quasiment le taux nécessaire au renouvellement des populations. La population s'est même accrue sensiblement en raison du phénomène migratoire et de la hausse de l'espérance de vie.

La baisse de natalité : un phénomène mondial et durable

En 2024, cinquante ans plus tard, la situation a bien changé. Les pays « du sud » sont parvenus à enrayer l'explosion démographique. Certains d'entre eux (Corée du Sud, Chine), devenus prospères durant ce demi-siècle, sont désormais confrontés aux mêmes difficultés que les pays développés, à savoir un taux de fécondité en chute libre et, pour les plus sévèrement affectés, une baisse de la population globale. Les conséquences pourraient être sévères : si, par exemple, le taux de fécondité restait collé à son niveau de 0,7 sur les prochaines décennies en Corée du Sud, la population baisserait de 60 % à la fin de ce siècle.

La France n'est plus à l'écart de cette tendance séculaire. Le taux de fécondité se situe probablement en-dessous de 1,8 et baisse rapidement depuis 2020. Il pourrait très vite se rapprocher du taux moyen mondial de 1,6. A ce niveau, la prochaine génération sera inférieure d'un quart à la génération actuelle. Les flux migratoires ne pourront plus compenser la baisse des naissances quelles que soient les politiques menées dans ce domaine. Les seniors occuperont une place croissante, pesant sur les budgets sociaux et sur la consommation. L'âge de départ en retraite devra de nouveau être repoussé. Certains prédisent une moindre innovation mondiale à mesure que les cheveux des chercheurs grisonneront. Enfin, la chute de la natalité ne sera pas sans conséquence sur l'équilibre géopolitique mondial si certaines grandes puissances (Russie, Chine, Union Européenne) voient leur population chuter plus vite que d'autres (Inde, Etats Unis).

Les hommes politiques ont la solution.

Donald Trump s'engage à verser des tonnes de bonus à chaque bébé né après son retour au pouvoir. Emmanuel Macron veut « réarmer » démographiquement le pays. Les populistes hongrois, polonais ou italiens et le dictateur russe ne sont pas en reste.

Les politiques natalistes reposent sur le postulat que les ménages souhaiteraient avoir plus d'enfants mais qu'ils ne peuvent se le permettre pour des raisons budgétaires (éducation, logement) ou en raison des contraintes professionnelles.

Ces politiques peuvent-elles fonctionner ? En d'autres termes, les Etats ont-ils les moyens « d'acheter » la natalité de leurs citoyens ?

La réponse n'est pas aisée tant il est difficile de distinguer corrélation et causalité sur un sujet aussi sensible que la natalité. La politique familiale française est très coûteuse, probablement l'une des plus chères au monde (3 % du PIB). Des études estiment que le coût de ces aides dépasse un million d'euros par nouveau-né. Cela pourrait certes expliquer pourquoi notre pays a réussi à maintenir un taux de fécondité relativement élevé durant 50 ans. Mais pourquoi cette politique est-elle devenue moins efficace depuis 5 ans ? Les avantages familiaux ont certes été rognés pour les classes les plus aisées mais ce sont celles qui sont le moins impactées par la baisse du taux de fécondité.

Notre société s'est profondément modifiée depuis cinquante ans : études plus longues surtout pour les jeunes femmes, mariage pour tous, familles multiparentales, banalisation de la contraception, avortement, augmentation des divorces, ...

Quelle que soit l'évolution du taux de fécondité, ces changements sociologiques ont clairement entraîné une modification du comportement des Français, corroborée notamment par le fait que l'âge moyen de l'arrivée du 1^{er} enfant s'élève constamment.

Encore convient-il d'analyser plus précisément ce comportement.

Les ménages les plus aisés souhaitent certes avoir moins d'enfants que les générations précédentes mais ni les contraintes financières, ni les obstacles professionnels ne limitent leur natalité. Globalement, ils ont le nombre d'enfants qu'ils souhaitent, généralement deux, même s'ils les ont plus tard qu'auparavant. L'efficacité des aides financières pour ces ménages est faible.

La baisse de la natalité est plus forte parmi les jeunes femmes les plus pauvres (en dehors de celles issues de l'immigration). Elles sont plus sensibles aux incitations financières. Mais ces dernières doivent être mises en œuvre prudence.

Les résultats d'une étude publiée récemment par l'hebdomadaire *The Economist* font ressortir que l'essentiel de la baisse du taux de fertilité aux Etats Unis depuis 1990 était dû à la chute de ce taux parmi les jeunes femmes de moins de 19 ans. Il est peu probable que des aides financières même puissantes changent la situation. En tout état de cause, cela ne paraît pas souhaitable. Les femmes (et leurs enfants) vivent mieux et plus riches si elles repoussent l'âge auquel elles ont leur premier enfant.

L'aide aux ménages les moins aisées pourrait être mieux ciblée pour les moins jeunes, nonobstant les contraintes constitutionnelles, mais elle devrait être beaucoup plus importante pour se rapprocher du coût réel d'un enfant. Peut-on se le permettre ? Ou, dit plus crûment, cet « investissement » peut-il être rentabilisé sur la durée de vie du nouveau-né ?

Les politiques natalistes mises en œuvre aujourd'hui naviguent dans le brouillard. Combien de dizaine de milliards de plus faudrait-il dépenser pour « réarmer » la démographie française ? Comment cibler les aides ? Quelles seraient les conséquences d'une baisse des aides aux familles les plus aisées sur le taux de natalité ? Aucune réponse sérieuse n'a été apportée jusqu'à présent.

En conclusion,

Sauf à ce que les comportements individuels évoluent, les politiques natalistes seront peu efficaces en termes financiers.

Dans « le Meilleur des Mondes », Aldous Huxley avait imaginé que la procréation serait directement gérée par les Etats.

Nos sociétés n'iront pas jusqu'à cette extrémité. Elles devront donc s'adapter. Le Japon doit nous servir d'exemple tant par ses réussites (le PIB par habitant progresse malgré la baisse de la population) que ses échecs (la pauvreté peut être extrême pour les plus de 70 ans).

Pour prendre contact avec nos conseillers :

- ✉ info@maubourg-patrimoine.fr
- F. 01.42.85.80.00